



**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX
COMPTES**

Sur les comptes annuels
Exercice clos le 31/12/2023

ASSOCIATION HARPEGES
8 Avenue du 11 Novembre
06130 GRASSE



HARPEGES

ASSOCIATION 1901

**Siège social : 8 Avenue du 11 Novembre
06130 GRASSE**

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos au 31/12/2023

A l'assemblée générale de l'association HARPEGES,

I- Opinion

Conformément à la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons réalisé l'audit des comptes annuels de l'association HARPEGES relatifs à l'exercice clos le 31/12/2023, que vous trouverez joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association HARPEGES à la fin de cet exercice.

II- Fondement de l'opinion

a) Référentiel d'audit

Nous avons réalisé notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont détaillées dans un paragraphe en fin du présent rapport.

Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

b) Indépendance

Notre mission d'audit a été effectuée dans le respect des règles d'indépendance applicables à notre profession, sur la période du 1^{er} Janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, étant précisé que nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

III- Justification des appréciations

Conformément aux articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatifs à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement de professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Il sera noté que ces appréciations s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV- Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, nous avons également procédé aux vérifications spécifiques imposées par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion établi par le Président et dans les documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

V- Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il est rappelé que la direction doit établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il revient à la direction d'évaluer la capacité de l'association HARPEGES à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Il incombe au comité de direction de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Président.

VI- Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il vous est précisé qu'il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permette de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans ce sens l'article L.823-10-1 du Code de commerce précise que notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, nous exerçons tout au long de celui-ci notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définissons et mettons en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueillons des éléments que nous estimons suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous prenons connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- nous apprécions le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de notre rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous attirons l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, nous formulons une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- nous apprécions la présentation d'ensemble des comptes annuels et évaluons si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à GRASSE, le 10 Mai 2024

Le Commissaire aux comptes
CABINET AMEXCO,
 Monsieur Sergio ANDRADE MARQUES

Membre de la Compagnie Régionale d'Aix en Provence

BILAN ACTIF

ACTIF		Exercice N 31/12/2023 12			Exercice N-1 31/12/2022 12	Ecart N / N-1	
		Brut	Amortissements et Provisions	Net	Net	Euros	%
ACTIF IMMOBILISE	Immobilisations incorporelles						
	Frais d'établissement						
	Frais de recherche et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Concessions, brevets, licences, marques...	31 779.62	18 649.41	13 130.21	19 426.61	6 296.40	32.41
	Immobilisations incorporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	Immobilisations corporelles						
	Terrains	40 000.00		40 000.00	40 000.00		
	Constructions	854 915.15	292 066.97	562 848.18	369 773.97	193 074.21	52.21
	Installations techniques Matériel et outillage	1 204 963.97	864 164.00	340 799.97	306 384.59	34 415.38	11.23
	Immobilisations corporelles en cours				14 822.05	14 822.05	100.00
	Avances et acomptes						
	<i>Biens reçus par legs/dons destinés à être cédés</i>						
	Immobilisations financières (1)						
	Participations et Créances rattachées						
	Autres titres immobilisés						
	Prêts						
	Autres	58 608.51		58 608.51	35 064.34	23 544.17	67.15
Total I		2 190 267.25	1 174 880.38	1 015 386.87	785 471.56	229 915.31	29.27
ACTIF CIRCULANT	Stocks et en cours	33 721.00		33 721.00	44 619.00	10 898.00	
	Créances (2)						
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	204 492.12	10 148.75	194 343.37	249 970.12	55 626.75	22.25
	Créances reçues par legs ou donations						
	Autres	323 275.53		323 275.53	419 021.06	95 745.53	22.85
	Valeurs mobilières de placement	20 694.25		20 694.25	869.25	19 825.00	NS
	Instruments de trésorerie						
	Disponibilités	2 075 265.53		2 075 265.53	2 529 017.94	453 752.41	17.94
	Charges constatées d'avance (2)	70 697.85		70 697.85	36 345.20	34 352.65	94.52
Total II		2 728 146.28	10 148.75	2 717 997.53	3 279 842.57	561 845.04	17.13
Comptes de Régularisation	Frais d'émission des emprunts (III)						
	Primes de remboursement des emprunts (IV)						
	Ecart de conversion actif (V)						
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V+VI)		4 918 413.53	1 185 029.13	3 733 384.40	4 065 314.13	331 929.73	8.16

(1) Dont à moins d'un an

(2) Dont à plus d'un an

BILAN PASSIF

PASSIF		Exercice N 31/12/2023	Exercice N-1 31/12/2022	Ecart N / N-1	
		12	12	Euros	%
FONDS PROPRES	Fonds propres				
	Fonds propres sans droit de reprise :				
	Fonds propres statutaires	384 842.99	384 842.99		
	Fonds propres complémentaires				
	Fonds propres avec droit de reprise :				
	Fonds statutaires				
	Fonds propres complémentaires				
	Ecarts de réévaluation				
	Réserves :				
	Réserves statutaires ou contractuelles	17 902.34	17 902.34		
	Réserves pour projet de l'entité	675 115.21	710 125.01	35 009.80	4.93
	<i>Dont réserves des activités sociales et médico-sociales</i>	8 582.84	8 582.84		
	Autres	225 848.19	225 848.19		
	Report à nouveau	133 401.15	66 490.37	66 910.78	100.63
	<i>Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales</i>	6 255.63	29 661.35	23 405.72	78.91
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	39 707.72	31 900.98	7 806.74	24.47
	<i>Dont activités sociales et médico-sociales</i>	69 378.00	11 604.00	80 982.00	697.88
	Situation nette (sous total)	1 476 817.60	1 437 109.88	39 707.72	2.76
FONDS DÉDIÉS	Fonds propres consommables	21 291.78	29 172.50	7 880.72	27.01
	Subventions d'investissement	15 711.76	16 445.46	733.70	4.46
	Provisions réglementées				
	Total I	1 513 821.14	1 482 727.84	31 093.30	2.10
FONDS DÉDIÉS	Fonds reportés liés aux legs ou donations	352 577.41	432 427.95	79 850.54	18.47
	Fonds dédiés				
PROVISIONS	Total II	352 577.41	432 427.95	79 850.54	18.47
	Provisions pour risques	14 235.00	16 300.00	2 065.00	12.67
	Provisions pour charges	375 053.00	394 013.00	18 960.00	4.81
DETTES (1)	Total III	389 288.00	410 313.00	21 025.00	5.12
	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)	251 579.13	271 021.55	19 442.42	7.17
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	4 572.70	7 138.32	2 565.62	35.94
	Emprunts et dettes financières diverses	210 906.49	169 517.15	41 389.34	24.42
	Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	861 113.83	1 054 445.33	173 331.50	16.44
	Dettes des legs ou donations	2 995.12	2 995.12		
	Dettes fiscales et sociales	77 055.52	94 042.04	16 986.52	18.06
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Autres dettes	49 475.06	143 680.95	94 205.89	65.57
	Instruments de trésorerie				
DETTES (1)	Produits constatés d'avance	1 477 697.85	1 739 845.34	262 147.49	15.07
	Total IV				
Ecarts de conversion passif (V)					
TOTAL GENERAL (I+II+III+IV+V)		3 733 384.40	4 065 314.13	331 929.73	8.16

(1) Dont a plus d'un an
Dont à moins d'un an

(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques

1 245 661.00 1 596 164.39

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits d'exploitation (1)				
Cotisations				
Ventes de biens et services				
Ventes de biens				
Ventes de dons en nature				
<i>dont biens relatives aux activités sociales et médico-sociale</i>				
Ventes de prestations de service	1 599 666.21	1 448 018.30	151 647.91	10.47
Parrainages				
<i>dont prestations relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	4 431 092.73	3 884 996.07	546 096.66	14.06
<i>dont contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales</i>				
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	171 535.16	215 098.58	43 563.42	20.25
Utilisations des fonds dédiés	206 213.42	446 863.79	240 650.37	53.85
Autres produits	2 581.02	10 415.02	7 834.00	75.22
Total I	6 411 088.54	6 005 391.76	405 696.78	6.76
Charges d'exploitation (2)				
Achats de marchandises				
Variation de stock				
Autres achats et charges externes	1 663 663.56	1 333 822.52	329 841.04	24.73
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés	371 594.17	284 386.88	87 207.29	30.67
Salaires et traitements	2 936 715.89	2 900 827.24	35 888.65	1.24
Charges sociales	1 120 231.25	1 124 898.66	4 667.41	0.41
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	139 778.55	125 730.50	14 048.05	11.17
Dotations aux provisions	56 077.65	39 454.06	16 623.59	42.13
Reports en fonds dédiés	126 362.88	192 381.00	66 018.12	34.32
Autres charges	13 766.42	449.02	13 317.40	NS
Total II	6 428 190.37	6 001 949.88	426 240.49	7.10
1 - Résultat d'exploitation (I-II)	17 101.83	3 441.88	20 543.71	596.87

(1) Dont produits afférents à des exercices antérieurs

(2) Dont charges afférentes à des exercices antérieurs

COMPTE DE RESULTAT

	Exercice N	Exercice N-1	Ecart N / N-1	
	31/12/2023 12	31/12/2022 12	Euros	%
Produits financiers				
De participation				
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé				
Autres intérêts et produits assimilés	42 060.64	6 942.82	35 117.82	505.81
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total III	42 060.64	6 942.82	35 117.82	505.81
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	1 329.36	1 428.29	98.93	6.93
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement				
Total IV	1 329.36	1 428.29	98.93	6.93
2. Résultat financier (III-IV)	40 731.28	5 514.53	35 216.75	638.62
3. Résultat courant avant impôts (I-II+III-IV)	23 629.45	8 956.41	14 673.04	163.83
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion	23 472.57	32 191.33	8 718.76	27.08
Sur opérations en capital	7 880.72	7 652.61	228.11	2.98
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	733.70	733.70		
Total V	32 086.99	40 577.64	8 490.65	20.92
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	6 609.70	16 156.00	9 546.30	59.09
Sur opérations en capital	586.02	353.07	232.95	65.98
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Total VI	7 195.72	16 509.07	9 313.35	56.41
4. Résultat exceptionnel (V-VI)	24 891.27	24 068.57	822.70	3.42
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)	8 813.00	1 124.00	7 689.00	684.07
Total des produits (I+III+V)	6 485 236.17	6 052 912.22	432 323.95	7.14
Total des charges (II+IV+VI+VII+VIII)	6 445 528.45	6 021 011.24	424 517.21	7.05
5. EXCEDENT OU DEFICIT	39 707.72	31 900.98	7 806.74	24.47
<i>dont activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	69 378.00	11 604.00	80 982.00	697.88

EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES

	Exercice N		Exercice N-1		Ecart N / N-1	
	31/12/2023	12	31/12/2022	12	Euros	%
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Dons en nature	1 265.00				1 265.00	
Prestations en nature	138 442.26		141 636.58		3 194.32	2.26
Bénévolat	116 381.25		101 454.00		14 927.25	14.71
TOTAL	256 088.51		243 090.58		12 997.93	5.35
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE						
Secours en nature	76 499.25		76 499.25			
Mise à disposition gratuite de biens	63 208.01		65 137.33		1 929.32	2.96
Prestations en nature	116 381.25		101 454.00		14 927.25	14.71
Personnel bénévole						
TOTAL	256 088.51		243 090.58		12 997.93	5.35

Informations générales : présentation de l'association Harpèges - Les accords solidaires

Harpèges - les accords solidaires est une association reconnue d'utilité publique, ancrée principalement dans le Pays de Grasse et l'Ouest du département des Alpes-Maritimes. En veille permanente et en lien avec ses partenaires, Harpèges s'engage contre toute forme d'exclusion.

Harpèges exerce pour cela une fonction de veille et d'ingénierie portée par le conseil d'administration et le siège, en lien avec les équipes opérationnelles.

Une équipe pluridisciplinaire et mixte de plus de 154 salariées et 90 bénévoles, partageant les mêmes valeurs, accompagne plus de 10 000 usager-es par an, sans discrimination.

Ses missions s'articulent autour de quatre grands domaines : Santé, Justice, Education, Social.

Placée sous l'autorité d'une directrice générale, représentante permanent du président et de son conseil d'administration, agissant en gouvernance élargie, l'association comprend actuellement quatre pôles d'activités :

- Un pôle petite enfance : un centre d'action médico-sociale précoce (CAMSP) pour enfants en situation de handicap de 0 à 6 ans et un jardin d'enfants « Les Bengalis » ;
- Un pôle socio-judiciaire et de prévention dont la compétence est étendue aux arrondissements judiciaires de Grasse et de Nice, soit à tout le département des Alpes-Maritimes, pour ce qui est des femmes placées en téléassistance grave danger (TGD) ;
- Un pôle hébergement-logement-parentalité, dont la compétence est également départementale, avec un lieu d'accueil enfants-parents (le LAEP « Les Pitchounets ») une résidence sociale et 130 places d'hébergement d'urgence en diffus dédiées aux femmes victimes de violences conjugales et/ou intrafamiliales avec ou sans enfants ;
- Un pôle socio-éducatif avec un centre social et un espace de vie sociale itinérant desservant respectivement le cœur de ville de Grasse et Moyen et Haut-Pays de Grassois.

L'association possède également un siège et des services supports (ressources humaines, administration-finances, bénévolat-financements-alternatifs et communication).

Chaque service, ou dispositif, présente ses objectifs et son fonctionnement dans un document de type « projet de service » ou « projet social ».

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice, dont le total est de de 3 733 384.40 euros et au compte de résultat de l'exercice présenté sous forme de liste, dont les produits d'exploitation sont de 6 411 088.54 euros et dégageant un excédent de 39 707.72 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, couvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023.

Les notes et les tableaux présentés ci-après, font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été arrêtés le 14 mai 2024 par le Conseil d'administration de l'association.

FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Néant.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

REGLES ET METHODES COMPTABLES

Principes et conventions générales

Les comptes de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux dispositions des règlements :

- ANC 2014-03, relatif au plan comptable général,
 - 2018-06 de l'Autorité des Normes Comptables, relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
 - ANC 2019-04, relatif aux activités sociales et médico-sociales gérées par des personnes morales de droit privé à but non lucratif,
- et conformément à l'instruction M22bis applicable aux établissements et services sociaux et médico-sociaux.

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, indépendance des exercices, et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les méthodes d'évaluation retenues pour cet exercice n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Informations générales complémentaires

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement, de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition. Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Concessions, brevets, licences : 1 à 5 ans
- Constructions : 10 à 50 ans
- Agencements des constructions : 10 à 20 ans
- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériels et outillages industriels : 5 à 10 ans
- Installations générales, agencements, aménagements divers : 10 ans
- Matériel de transport : 4 à 5 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 8 à 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association pratique l'amortissement dérogatoire en ce qui concerne les immobilisations dont la durée d'utilisation comptable est plus longue que la durée d'usage fiscal.

Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Provisions

Toute obligation actuelle résultant d'un événement passé de l'association à l'égard d'un tiers, susceptible d'être estimée avec une fiabilité suffisante, et couvrant des risques identifiés, fait l'objet d'une comptabilisation au titre de provision.

Produits et charges exceptionnels

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale de l'association.

Etat des immobilisations

	Valeur brute début d'exercice	Augmentations	
		Réévaluations	Acquisitions
Frais d'établissements et de développement	TOTAL		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	TOTAL	33 280	
Terrains	40 000		
Constructions sur sol propre	360 000		
Constructions sur sol d'autrui	14 764		169 875
Installations générales agencements aménagements des constructions	253 920		56 357
Installations techniques, Matériel et outillage industriel	62 998		4 701
Installations générales agencements aménagements divers	485 640		57 103
Matériel de transport	81 281		
Matériel de bureau et informatique, Mobilier	455 229		73 942
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	14 822		
Avances et acomptes			
TOTAL	1 766 654		361 978
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations			
Autres titres immobilisés			
Prêts, autres immobilisations financières	35 064		26 478
TOTAL	35 064		26 478
TOTAL GENERAL	1 836 998		388 456

		Diminutions		Valeur brute en fin d'exercice	Réévaluation Valeur d'origine fin exercice
		Poste à Poste	Cessions		
Frais établissement et de développement	TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL		1 500	31 780	31 780
Terrains				40 000	40 000
Constructions sur sol propre				360 000	360 000
Constructions sur sol d'autrui				184 639	184 639
Installations générales agencements aménagements constr.				310 276	310 276
Installations techniques, Matériel et outillage industriel				67 699	67 699
Installations générales agencements aménagements divers			0	542 743	542 743
Matériel de transport				81 281	81 281
Matériel de bureau et informatique, Mobilier			15 930	513 241	513 241
Emballages récupérables et divers					
Immobilisations corporelles en cours			14 822		
Avances et acomptes					
TOTAL			30 752	2 099 879	2 099 879
Participations évaluées par mises en équivalence					
Autres participations					
Autres titres immobilisés					
Prêts, autres immobilisations financières			2 934	58 609	58 609
TOTAL			2 934	58 609	58 609
TOTAL GENERAL			35 186	2 190 267	2 190 267

Etat des amortissements

Situations et mouvements de l'exercice		Montant début d'exercice	Dotations de l'exercice	Diminutions Reprises	Montant fin d'exercice
Frais établissement recherche développement	TOTAL				
Autres immobilisations incorporelles	TOTAL	13 853	6 296	1 500	18 649
Terrains					
Constructions sur sol propre		28 021	16 260		44 281
Constructions sur sol d'autrui		6 646	7 201		13 847
Installations générales agencements aménagements constr.		224 243	9 696		233 940
Installations techniques, Matériel et outillage industriel		47 348	4 183	0	51 531
Installations générales agencements aménagements divers		364 405	31 986	0	396 391
Matériel de transport		47 862	5 603	0	53 464
Matériel de bureau et informatique, Mobilier		319 149	58 553	14 924	362 778
Emballages récupérables et divers					
	TOTAL	1 037 673	133 482	14 925	1 156 231
	TOTAL GENERAL	1 051 526	139 778	16 424	1 174 880
Ventilation des dotations de l'exercice		Amortissements linéaires	Amortissements dégressifs	Amortissements exceptionnels	Amortissements dérogatoires
					Dotations Reprises
Frais étab.rech.développ.	TOTAL				
Autres immob.incorporelles	TOTAL	6 296			
Terrains					
Constructions sur sol propre		16 260			
Constructions sur sol d'autrui		7 201			
Instal.générales agenc.aménag.constr.		9 696			734
Instal.techniques matériel outillage indus.		4 183			
Instal.générales agenc.aménag.divers		31 986			
Matériel de transport		5 603			
Matériel de bureau informatique mobilier		58 553			
Emballages récupérables et divers					
	TOTAL	133 482			734
	TOTAL GENERAL	139 778			734

Tableau de variation des fonds propres

ANC 2018-06 : Art. 431-5

VARIATION DES FONDS PROPRES	A l'ouverture	Affectation du résultats	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise	384 843				384 843
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves	953 876			35 010	918 866
Report à nouveau	66 490		78 515	11 604	133 401
Excédent ou déficit de l'exercice	31 901	31 901-	39 708		39 708
Situation nette	1 437 110		118 223	46 614	1 476 818
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	29 173			7 881	21 292
Provisions réglementées	16 445			734	15 711
TOTAL I	1 482 728	31 901-	118 223	52 229	1 513 821

Etat des provisions

Provisions réglementées	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Reconst.gisements miniers et pétroliers					
Investissements					
Hausse des prix					
Amortissements dérogatoires	2 929		734		2 196
Prêts installation					
Autres provisions réglementées	13 516				13 516
TOTAL	16 445		734		15 712

Provisions pour risques et charges	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Litiges					
Garanties données aux clients					
Pertes sur marchés à terme					
Amendes et pénalités					
Pertes de change					
Pensions et obligations similaires	299 693	6 943	51 103		255 533
Impôts					
Renouvellement des immobilisations					
Gros entretien et grandes révisions	94 320	29 400	4 200		119 520
Charges sociales et fiscales congés à payer	16 300	14 235	16 300		14 235
Autres provisions pour risques et charges					
TOTAL	410 313	50 578	71 603		389 288

Provisions pour dépréciation	Montant début d'exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Montants utilisés	Diminutions Montants non utilisés	Montant fin d'exercice
Sur immobilisations incorporelles					
Sur immobilisations corporelles					
Sur titres mises en équivalence					
Sur titres de participation					
Sur autres immobilisations financières					
Sur stocks et en cours					
Sur comptes clients	10 356	5 499	5 706		10 149
Autres provisions pour dépréciation					
TOTAL	10 356	5 499	5 706		10 149
TOTAL GENERAL	437 114	56 077	78 043		415 149
Dont dotations et reprises					
d'exploitation		97 436	77 310		
financières					
exceptionnelles			734		

Etat des échéances des créances et des dettes

Etat des créances	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	58 609	58 609	
Clients douteux ou litigieux	10 149	10 149	
Autres créances clients	194 343	194 343	
Créances représentatives de titres prêtés			
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	51 713	51 713	
Impôts sur les bénéfices			
Taxe sur la valeur ajoutée			
Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Divers état et autres collectivités publiques	246 730	246 730	
Groupe et associés			
Débiteurs divers	24 832	24 832	
Charges constatées d'avance	70 698	70 698	
TOTAL	657 074	657 074	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)			

Etat des dettes	Montant brut	A 1 an au plus	De 1 à 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes ets crédit à 1 an maximum à l'origine	251 579	19 541	99 217	132 821
Emprunts et dettes ets crédit à plus de 1 an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers	4 573	4 573		
Fournisseurs et comptes rattachés	210 906	210 906		
Personnel et comptes rattachés	316 224	316 224		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	501 030	501 030		
Impôts sur les bénéfices	8 813	8 813		
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts taxes et assimilés	55 048	55 048		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	2 995	2 995		
Groupe et associés				
Autres dettes	77 056	77 056		
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	49 475	49 475		
TOTAL	1 477 698	1 245 660	99 217	132 821
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice	19 442			
Montant emprunts et dettes contractés aup.ass.pers.phys.				

Charges et produits constatés d'avance

Charges constatées d'avance	Montant
Charges d'exploitation	70 698
Charges financières Charges exceptionnelles	
Total	70 698
Produits constatés d'avance	Montant
Produits d'exploitation	49 475
Produits financiers	
Produits exceptionnels	
Total	49 475

Tableau de variation des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisations au cours de l'exercice	Transferts	Engagements à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restants à engager en fin d'exercice
Subventions d'exploitations					
CONS DPT06 DGADSH - PMI	35 550				35 550
CONS DPT06 DGADSH - EAJE	44 990				44 990
CONS DPT06 - RADICALISATION 2017	15 000				15 000
FIPDR - RADICALISATION	38 250				38 250
FPH 2018-2019	5 190	1 645			3 545
FDVA - EVSI EC-CLAS 2021	1 520	1 020			500
ARS - CAMSP CNR 2017-21	10 898	4 634			6 264
ARS - CAMSP CNR 2022	4 026	2 538			1 488
ARS - SOUTIEN PSYCHOLOGIQUE 2022	59 088	59 088		63 796	63 796
DDETS - HEBERGEMENT URGENCE 2022	119 000	119 000			0
ETAT BOP 104 - 2022	2 992				2 992
ETAT FIPDR - LUTTE CONTRE DISCRIMINATION 2022	1 035				1 035
FDVA - CENTRE SOCIAL CLAS 2022	1 000	500			500
ETAT - ANIMATION DE RUE 2022	5 240	5 240			0
ETAT - FIPD LUTTE CONTRE RADICALISATION 2023				19 281	19 281
CAPG - FIPD LUTTE CONTRE RADICALISATION 2023				1 928	1 928
Contributions financières autres organismes					
-					
Contributions financières provenant du public					
DONS MANUELS	6 186			2 500	8 686
CONTRIBUTIONS CITOYENNES				38 858	38 858
Fonds dédiés d'investissement					
ARS - RECLASSEMENT 2020 DES PROVISIONS REGLEMENTEES POUR INVESTISSEMENT - CAMSP	82 463	12 548			69 915
TOTAL	432 428	206 213	0	126 363	352 578

Etat détaillé des prestations de service, concours publics et subventions

Prestations de service	31/12/2023	Concours publics et subventions	31/12/2023
PARTIC.USAGERS ACCUEIL LOISIRS	22 351	PRODUIT TARIF. CPAM ARS CAMSP	1 150 947
ALS MESURES LOGEMENTS	39 225	PRODUIT TARIF. CONSEIL DPT CAMSP	222 654
PRESTATIONS JUSTICE EXERCICE N	1 550	PRODUIT TARIF. CONSEIL DPT CHAME	309 506
COMPOSITION PENALES	6 159	ETAT MINISTERE JUSTICE	423 500
MEDIATION PENALE	306	ETAT MIN.JUSTICE DSPIP (REP)	19 500
CLASSEMENT SOUS CONDITION	3 510	ETAT DDETS	895 459
RAPPEL A LA LOI	228	ETAT ARS	80 000
ENQUETE SOCIALE RAPIDE	178 875	ETAT AGLS	13 630
CONTROLE JUDICIAIRE SOCIO EDUC	96 940	ETAT FNAVDL DALO ET FVV	270 198
ENQUETE DE PERSONNALITE AUTEUR	21 508	ETAT DDETS EVAL SOCIALE	100 127
STAGES DE CITOYENNETE	1 600	ETAT CNSF INCL NUMERIQUE	5 333
CONTRIBUTIONS CITOYENNES	38 858	ETAT CONTRAT VILLE GRASSE	50 000
PRESTATION CAF ALSH	49 665	ETAT DRJSCS FDVA	1 000
PRESTATION CAF CENTRE SOCIAL	82 333	ETAT FONJEP	7 107
PRESTATION CAF ACF ANIM COLL FAMILLE	24 461	ETAT PREF AM FIPD	44 500
PRESTATION CAF (CLAS)	30 015	ETAT PREF AM FIPD CAPG	33 000
PRESTATION CAF EVS	34 157	ETAT PREF.AM FIPD CAPL	5 000
PRESTATION CAF BENGALIS LAEP	471 451	ETAT PREF.AM FIPD CASA	6 000
PRESTATION DE SERVICE M.S.A.	5 086	ETAT PREF AM FIPD MNCA VENCE	7 000
DEPARTEMENT 06 (CLSH)	1 834	REGION DROIT COMMUN	60 000
PARTIC. USAGERS ADHESIONS ACT.	2 647	REGION (REP)	8 000
PARTICIPATIONS USAGERS SORTIES	1 075	DEPARTEMENT 06	40 185
PARTICIPATION FAMILLES BENGALIS	277 876	DPT DROIT COMMUN	45 500
FRAIS INSCRIPTIONS FAMILLES	1 450	DPT DSPIP (REP)	4 000
REDEVANCES HEBERGEMENT	151 306	CDAD ACCES AU DROIT	22 047
MISE À DISPOSITION PERSONNEL	32 392	AGGLO CAPG DROIT COMMUN	35 000
REFACTURATION DIVERSES	796	AGGLO CAPG FIPD GRASSE (AV)	15 000
PRODUITS DES ACTIVITÉS ANNEXES	22 012	AGGLO CAPG CT VILLE/RURALITE	20 000
Prestations de service	1 599 666	AGGLO CAPG FIPDR (RAD GC)	2 000
		AGGLO CACPL FIPD (AV)	18 000
		AGGLO CASA (AV)	42 000
		METROPOLE MNCA FIPD (AV)	12 000
		VILLE DE GRASSE FONCTIONNEMENT	193 250
		VILLE DE GRASSE CONTRAT VILLE	57 334
		VILLE DE GRASSE CTG	111 750
		VILLE DE CANNES	27 000
		CAF	7 942
		CAF REAPP06	13 500
		ASP CONTRATS AIDES	45 179
		ASP CONTRATS AIDES APPRENTIS	6 945
		Concours publics et subventions	4 431 093

Effectif moyen

	Personnel salarié
Cadres	16
Agents de maîtrise et techniciens Employés	71
Ouvriers	
Total	87

Engagement en matière de pensions et retraites

L'association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagement de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ à la retraite. La provision pour charges a été reprise pour une somme nette de 44 160 € au titre de l'exercice 2023. A la clôture de l'exercice, la dette est estimée à 255 533 €.

Indemnité de départ à la retraite

Tranches d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins d'un an	28 662
60 à 64 ans	1 à 5 ans	65 803
55 à 59 ans	6 à 10 ans	1 587
45 à 54 ans	11 à 20 ans	121 760
35 à 44 ans	21 à 30 ans	30 831
moins de 35 ans	plus de 30 ans	6 890
Engagement total		255 533

Hypothèses de calculs retenues :

Le montant des engagements est provisionné dans les comptes annuels de l'association pour l'ensemble des départs.

Eléments de calculs :

Convention collective : CCN51 Fehap - Hospitalisation privée à but non lucratif

Taux d'actualisation brut : 0.98%

Taux de charges sociales : 50%

Age de départ minimum légal 60-64 ans

Turn over moyen